

Lettres québécoises
La revue de l'actualité littéraire



400,000\$

Adrien Thério

Numéro 44, hiver 1986–1987

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/39424ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Éditions Jumonville

ISSN

0382-084X (imprimé)

1923-239X (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Thério, A. (1986). 400,000\$. *Lettres québécoises*, (44), 10–11.

Tous droits réservés © Éditions Jumonville, 1986

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

400,000\$

Qu'est-ce que je pourrais bien faire, pour impressionner non seulement la gent politique des pays francophones mais surtout la haute gomme de l'intelligentsia française, s'est demandé M. Mulroney, Premier ministre du Canada, avant son départ en février dernier, pour la capitale française, où allait se tenir la réunion de 49 chefs d'États soi-disant francophones?

Il se gratte le front, se creuse les méninges et soudain l'idée géniale est là. C'était pourtant facile. Comment n'y avais-je pas pensé plus tôt? Allons, secrétaires, valets, chefs de services, préparez-moi cette petite réception à l'Académie française! Si ces vénérables font signe de rechigner, faites-leur comprendre qu'il y va de leur intérêt autant que du mien.

En un rien de temps, tout est organisé. Il ne reste au Premier ministre, avant son départ, qu'à passer à la banque pour faire viser ce petit chèque de 400,000\$ qui fera de lui là-bas le grand héros de la francophonie. Alfred Nobel n'a pas puisé dans les coffres de l'État pour créer un prix qui porte son nom mais il était riche. À ma place, il aurait agi de la même façon. Qu'est-ce qu'un petit 400,000\$ pour avoir le privilège de fonder le Grand Prix de la francophonie et être reçu par les quarante immortels? Et quels Canadiens dignes de ce nom oseraient me reprocher de puiser dans leurs goussets pour que je puisse me faire remarquer un peu auprès de l'aristocratie française? Il s'agit de leur gloire autant que de la mienne!

Sous la Coupole, les académiciens, éberlués, croient d'abord à une bonne blague. Puis, se rendant compte du sérieux de la chose, ils cessent de rire pour se mettre à danser. 400,000\$ canadiens, est-ce que ça se refuse?

Quelques jours plus tard, M. Mulroney arrive à Paris, fait son petit boniment devant les chefs d'État et court à l'Académie. On lui ouvre les bras, on l'invite à faire un discours. Il est tellement ému qu'il cherche ses mots, les retrouve, les perd de nouveau. Ce n'est pas grave, finit-il par dire, voici le chèque que je vous avais promis. Puis, la parole lui revient. «Espérons, dit-il, que la France, la Belgique et d'autres pays de notre commonwealth français imiteront l'exemple du Canada pour faire en sorte que ce prix devienne le symbole du génie des peuples francophones. Plus tard, on se souviendra peut-être que c'est un Canadien d'origine irlandaise qui a d'abord eu l'idée de ce grand prix».

Les académiciens sont tout chose. Pour rendre la politesse à cet homme venu du froid, on l'invite à une séance de l'Académie. Et pour bien prouver qu'on s'intéresse au québécois, on admettra au *Dictionnaire*, le jour même, en compagnie de l'illustre visiteur, le mot *foresterie*. Et de souligner le Secrétaire de la célèbre compagnie, notre *Dictionnaire* renferme déjà des douzaines de mots canadiens. Dans quelques décennies, nous en aurons des milliers. Votre visite nous oblige à

entrer dans une ère nouvelle où il ne sera plus question du français de la France mais du français de la francophonie.

M. Mulroney revient à Ottawa, léger comme une plume. En 350 ans, il est le onzième chef d'État à être reçu par l'Académie française. N'est-ce pas merveilleux? Allons, compatriotes, félicitez-moi, félicitez-vous! Nous avons gagné le *mundial!*

C'est alors qu'un secrétaire, un peu penaud, lui tend des découpures de journaux. Qu'est-ce que c'est, demande-t-il? Il y en a qui ne sont pas contents?» «Voyez par vous-même».

Il met ses lunettes et commence à lire. Et il apprend, à sa grande surprise, qu'il y a des académies dans son propre pays, de véritables académies, avec de véritables académiciens qui, comme leurs pairs, en France, ont pour tâche de faire rayonner la langue et la culture française dans le monde. Non seulement il y a des académies ici, mais, en apprenant la nouvelle de la création du Grand Prix, elles se sont permis de protester par la voix des médias qui ont bien voulu les entendre.

Il rentre à son bureau de mauvaise humeur. Il demande à son chef de cabinet de lui faire un peu de café. Il remet ses lunettes, relève la tête et demande: «Vous avez entendu parler de ces protestataires?» «Comment aurais-je pu ne pas? Avant de contacter les médias, ils nous ont écrit. Si je comprends bien, ils auraient voulu que vous les consultiez avant d'aller faire votre numéro de danse devant l'Arche». «Qu'est-ce que vous me racontez? Je ne danse que pour M. et Madame Reagan. Qui sont-ils, ces empêcheurs de tourner... pardon, je me fourvoie, qui sont-ils, ces grands parleurs?» «Puisque vous insistez, je vous les nomme. D'abord le secrétaire de la Société Royale, Pierre Garneau, a pris la peine de protester dans les journaux, en son nom personnel. Le président de la même société, — qui, soit dit en passant compte trois académies en son sein — Alexander G. McKay, a aussi envoyé aux journaux copie de la lettre qu'il a adressée, à cette occasion, à votre Secrétaire d'État. À peu près dans le même temps, le président de l'Académie canadienne-française, Jean-Guy Pilon, et le secrétaire de cette même académie, Jean-Pierre Duquette, écrivaient eux aussi à M. Bouchard. Qu'allons-nous faire?» «Rien du tout. Ignorons ces démagogues qui veulent se donner de l'importance. D'ailleurs, ils auraient pu m'apprendre qu'ils existaient avant que je ne partisse... pardon... partisse pour la capitale française. J'y pense, pourquoi n'appellerais-je pas mon bon ami, Maurice Druon, pour lui demander de venir apaiser les esprits?»

Quelques mois plus tard, le Secrétaire perpétuel de l'Académie française débarquait à Ottawa, invité de notre Gouverneur général et du Premier ministre. Banquets, accolades et bons mots. Ce n'est qu'un petit début, de lui dire monsieur Mulroney. On vous invite de partout, on vous veut. «On me

veut, on m'aura!» Et M. Druon de commencer sa grande tournée du Canada de l'ouest et du Canada de l'est. Il a le verbe haut et la voix claire. «M. Mulroney avait raison, il n'y avait que l'Académie française qui fût capable d'administrer un prix qui chapeautât le monde francophone. Nous sommes là depuis trois cent cinquante ans. Votre plus vieille académie n'a que cent ans. Je n'y peux rien. Le droit d'ainesse, vous connaissez? Soyez plutôt reconnaissants envers votre Premier ministre, soyons tous reconnaissants envers cet homme d'État remarquable qui vient de faire un coup d'éclat comme il s'en fait peu en un siècle. Il passera à la postérité, que dis-je, il est déjà passé à la postérité. Notre *Dictionnaire* vous le dira dans trente ou quarante ans. Apprenez que la langue française ne vit pas que de bons mots mais aussi d'argent sonnante.»

Et le Secrétaire perpétuel de continuer ses harangues, ne se rendant pas compte qu'à trop vouloir défendre une cause, on la perd, qu'à trop pratiquer la courtoisie, on finit par tomber dans l'à plat ventrisme. Quand on lui fait remarquer qu'il exagère un peu, qu'il vaudrait peut-être mieux, pendant qu'il est sur place, engager le dialogue avec des représentants d'institutions culturelles que notre Premier ministre a mis de côté du revers de la main, il n'entend rien, continue sur sa lancée. Les protestations continuent, la discussion s'envenime. Rien ne lui résiste: «Attention, attention, ne nous *enfargeons* pas dans les fleurs du tapis».

Le reste se perd dans les rires et les colibets. La voix de l'académicien s'élève de nouveau: «Canadiens, vous êtes chéris des dieux. Vous possédez deux langues, deux civilisations, vous êtes appelés à de grandes choses. Ne le saviez-vous pas?»

Et M. Druon de rentrer chez lui convaincu d'avoir rendu un grand service non seulement à son académie mais à la France toute entière.

À Ottawa, M. Mulroney commence à regretter son marché. 400,000\$ pour faire mettre deux mots québécois dans le *Dictionnaire de l'Académie*, c'est payer le gros prix. Et il se dit que la prochaine fois, au lieu d'acheter les académiciens, il vaudrait peut-être mieux, en y mettant le million, acheter le *Dictionnaire*. Il ne nous restera qu'à le moderniser avant que nos enfants aient des petits-enfants. □

Adrien Thério

17 octobre 86

Je viens d'apprendre par les journaux que les présidents des Sociétés Lavalin et Power Corporation, Messieurs Bernard Lamarre et Paul Desmarais, ont versé chacun 100,000\$ au fonds du Grand Prix de la francophonie. Je trouve curieux que les grandes Sociétés québécoises qui n'ont pas encore pensé à investir dans le domaine des arts, au Québec, acceptent de subventionner des organismes étrangers uniquement pour la petite gloriole que cela peut leur rapporter. Il paraît que ces deux businessmen ont été reçus à un déjeuner par les académiciens. C'est le cas de le dire, on a dû se *marrer* à nos dépens. À quand la fin de cette sorte d'aplatissement?

Une première dans l'histoire intellectuelle du Québec

C'est lors d'une conférence de presse, le lundi 27 octobre que les administrateurs de la Fondation Émile-Nelligan, MM. Gaston Miron, Pierre Vadeboncoeur et Jean-Paul L'Allier, ont annoncé la création du prix Gilles-Corbeil, grâce à un legs d'un million de dollars laissé par Gilles Corbeil.

M. Corbeil, neveu d'Émile Nelligan, est décédé dans un accident, en Australie, l'année dernière. Il laissait par testament la plus grande partie de ses biens à la Fondation Émile-Nelligan qui, depuis 1979, remettait chaque année le Prix de poésie Émile-Nelligan. La Fondation, doit créer, selon les vœux du mécène, «un prix littéraire important qui devra porter le nom de prix Gilles-Corbeil».

C'est donc dire que cette fondation remettra chaque année, en plus du prix Émile-Nelligan, un prix dont la valeur dépassera probablement la plupart des prix littéraires qui sont décernés chaque année au Québec et au Canada.

Gilles Corbeil qui est né à Montréal en 1920, était le fils de la soeur d'Émile Nelligan. Il s'est intéressé à la musique, au théâtre, à la peinture. Il avait une galerie d'art, rue Crescent, où il a fait connaître plusieurs peintres d'ici. Lors de la conférence de presse, Pierre Vadeboncoeur, un ami d'enfance, lui a rendu hommage.

C'est une première dans l'histoire intellectuelle du Québec. Alors que, dans d'autres pays, notamment aux États-Unis, de grands organismes publics et privés se font un honneur de patronner les arts et les lettres, au Canada, les organismes qui auraient pu dans le passé, qui pourraient maintenant prêter main forte aux artistes et gens de lettres n'ont pas l'air de savoir qu'il y a ici des peintres, des écrivains, des gens de théâtre. Ils n'ont surtout pas compris que la plupart des artistes et gens de lettres ne peuvent, dans un pays à population si restreinte, vivre de leur métier et qu'il leur revenait de valoriser, par des dons importants, un domaine aussi essentiel au développement d'une nation.

Pourtant, nos hommes d'affaires voyagent beaucoup. On pourrait croire qu'ils sont au courant de ce qui se passe dans les pays qui nous entourent où le mécénat, dans les arts et les lettres, se pratique sur une grande échelle. Mais nos riches préfèrent garder leurs richesses, payer le moins d'impôt possible et demander aux gouvernements de s'occuper des artistes et des écrivains. Ou alors, comme MM. Lamarre et Desmarais, aller dilapider leur argent chez des étrangers pour le seul plaisir de montrer la coupe de leur costume.

Espérons que l'exemple que donne Gilles Corbeil en fera réfléchir quelques-uns.

Adrien Thério